



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

POUR CONTRER LA CATASTROPHE SANITAIRE ET SES CONFINEMENTS À RÉPÉTITION IMPOSONS À CE GOUVERNEMENT DE VÉRITABLES MESURES DE SANTÉ PUBLIQUE

BULLETIN NPA SECTEUR ENTREPRISES DU PERCHE

16 AVRIL 2021

Alors que le 1^{er} mars, Macron nous appelait, sans rire, à « tenir » encore « 4 à 6 semaines » avant d'assouplir les contraintes face à l'épidémie, nous voilà repartis pour un troisième « confinement » d'au moins 4 semaines. Résultat : crèches, écoles, collèges et lycées fermés et chamboulement du calendrier scolaire. Soit un nouveau casse tête, voire une catastrophe pour tous les parents qui travaillent.

Et comme toujours, les inégalités sociales vont encore se creuser : les enfants des milieux populaires, ceux dont les parents sont déjà « en première ligne », qui vivent dans des appartements exigus, qui n'ont pas les équipements numériques pour leur assurer « l'école à la maison » ou les moyens de leur offrir des cours particuliers vont le payer au prix fort.

TOUJOURS PLUS SOUMIS AU POUVOIR DES PATRONS

En plus de (Avec ce nouveau calendrier scolaire), le télétravail est censé devenir la règle... mais au bon vouloir des patrons. Ici, les salariés devront continuer à s'exposer en venant au boulot ; là, il sera exigé qu'ils travaillent à domicile. Les congés aussi risquent d'être au bon vouloir patronal : annulés par la force des choses ou imposés ici, volés là... Et le chômage partiel pour celles et ceux qui ont encore un emploi, avec souvent amputations de paie à la clé.

CERTES IL Y A LA CATASTROPHE SANITAIRE ...

Bien sûr, les presque 100.000 morts du Covid, le rythme actuel de 300 morts par jour, la saturation des hôpitaux et tout particulièrement des services de réanimation, bientôt acculés au « tri » des malades : tout cela impose des mesures d'urgence.

Mais pas ces demi-mesures que ce gouvernement nous impose depuis maintenant plus d'un an, au détriment des salaires, des conditions de travail et de vie, et toujours au bénéfice des patrons, tout particulièrement des plus grands d'entre eux qui s'autorisent à licencier en masse sans le moindre complexe.

... MAIS AUCUNE FATALITÉ DANS CE QUI NOUS FRAPPE

Depuis plus de 30 ans, les personnels de santé dénoncent la baisse des effectifs et les fermetures. Entre 2013 et 2017, 95 hôpitaux ont été fermés. Et sur les 20 dernières années, ce sont 100.000 lits d'hospitalisation qui ont été sacrifiés. Tout cela résulte des choix des responsables politiques – de gauche et de droite – qui se sont succédé au gouvernement et à la présidence de la république. Et depuis un an, de l'affaire des masques en passant par celle des tests jusqu'à cette campagne de vaccination bien trop lente, ce sont bien ce gouvernement et l'industrie pharmaceutique qui portent l'entière responsabilité de la catastrophe sanitaire.

NE LAISSONS PAS NOS VIES ENTRE LEURS MAINS

L'hécatombe se poursuit parce que parce qu'on continue à s'entasser au boulot et dans les transports en commun, parce que les écoles sont restées ouvertes sans que soient réquisitionnés le personnel et les locaux nécessaires pour qu'elles fonctionnent en groupes réduits interdisant la circulation du virus.

Mais notre santé et nos vies sont des biens trop précieux pour les laisser entre les mains des capitalistes et des gouvernements qui les servent.

Parce que nos vies valent plus que leurs profits, à nous d'imposer de véritables mesures de santé publique : l'ouverture de lits en réanimation, l'embauche et la formation massives de personnels de santé correctement rémunérés, avec des horaires et une charge de travail allégée ; l'amplification et l'accélération de la campagne de vaccination.

Tout cela exige la réquisition des sites de production de l'industrie pharmaceutique et la levée de tous les brevets sur les vaccins ; la protection du monde du travail et de l'ensemble de la population.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur
l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook



RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE: ARME DE DESTRUCTION MASSIVE

Avec la réforme prévue pour le 1er juillet, il faudra avoir travaillé 6 mois sur les 12 précédents (au lieu de 4 sur 24) pour avoir droit aux allocations. Le montant des allocations, lui, baissera de manière importante en raison d'un nouveau mode de calcul qui pénalisera, en particulier, les personnes qui alternent des petits contrats et des périodes de chômage.

Si l'objectif premier de la réforme est donc de diminuer les dépenses de l'assurance chômage, le fait d'indemniser moins de monde et de baisser le montant des allocations est aussi un moyen de forcer les personnes au chômage à accepter n'importe quel boulot dangereux, précaire, ou mal payé. Tandis que la crainte de se retrouver au chômage devrait conduire ceux et celles qui ont un emploi à accepter de nouveaux sacrifices, en particulier en cas de chantage patronal à l'emploi.

Salarié.e.s ou privé.e.s d'emploi, tout le monde est donc concerné. Un mouvement d'ensemble reste possible contre cette réforme. C'est entre autres le message des salarié.e.s du monde de la culture actuellement en lutte.

AIR FRANCE SOUS PERFUSSION L'ARGENT PUBLIC EPONGE LES DETTES

En 2020, l'Etat a déjà arrosé Air France à coup de milliards. Un an plus tard, rebelote. Trois des milliards alloués l'an dernier sont transformés en prêt à très long terme, et l'Etat va injecter 1 milliard dans le capital de l'entreprise pour renforcer son assise financière.

Mais pour les salarié.es de l'entreprise, ces milliards ont tout du cadeau empoisonné. Sur France Inter mardi matin, le ministre de l'économie l'a en effet dit clairement : en contrepartie de ces nouvelles aides, l'Etat exige d'Air France des efforts en matière de compétitivité.

Comme en écho, alors que 6500 nouvelles suppressions d'emplois sont déjà programmées, la direction d'Air France vient d'annoncer ses intentions : gel des salaires, suppression de jours de congés, et intégration du 13^e mois dans le salaire de base (manière d'en faire supporter le coût par l'Etat dans le cadre de la prise en charge de l'Activité Partielle de Longue Durée). Pilule amère.

RENAULT INGENIERIE DES DEPARTS « VOLONTAIRES » « CONTRAINTS » TOUS MOBILISES

En annonçant en 2020 les 4600 suppressions d'emplois prévues en France, la direction avait promis : ce sera sans licenciement. C'était déjà faire peu de cas du sort des intérimaires et des salarié.es d'entreprises prestataires. Mais les conditions de départ proposées n'attirent que peu de « volontaires ».

La direction compte donc utiliser l'article L 1224-1 du Code du Travail. Lors d'une opération de transfert de personnel, le salarié change d'employeur, mais conserve son poste et son salaire. S'il refuse le transfert, il est susceptible de licenciement.

Ce serait ainsi pour l'instant l'externalisation de 27 salariés de la maintenance des moyens d'essais à Lardy et Aubevoye. Sans aucune garantie de durée du poste, les travailleurs risquent de se retrouver dans une boîte de moins de 50 personnes, sans syndicat, et soumis à toutes les menaces qui pèsent sur les sous-traitants.

Une mobilisation se développe donc en ce moment sur tous les sites d'Ingénierie de Renault. Le 30 mars, un deuxième débrayage d'une heure a rassemblé 170 salariés à Aubevoye, 330 à Lardy, 100 à Guyancourt et 30 à Villiers-Saint-Frédéric.

Dans toutes nos entreprises, un exemple à suivre !

BIRMANIE : STOP AU MASSACRE

Depuis le coup d'Etat de février, une répression sauvage s'abat sur des manifestants, au premier rang desquels beaucoup de jeunes et de salarié.es de différents secteurs, qui veulent juste défendre le peu de libertés, entre autres syndicales, acquises ces dernières années.

Les gouvernements occidentaux multiplient les condamnations verbales de la junte militaire, mais sans prendre de mesures pour frapper l'armée dans ses intérêts économiques (les compagnies qu'elle contrôle) ni s'en prendre aux multinationales qui les financent.

Total, en particulier, connu pour le recours au travail forcé en Birmanie pour la construction de pipe-lines, a été le plus gros soutien financier de la dictature dans les années 1990-2000 au travers de la Myanmar Oil and Gaz Enterprise contrôlée par les généraux.

Ne parlons pas des dirigeants russe et chinois, qui, eux, soutiennent ouvertement les militaires. Seule la solidarité internationale des travailleurs et des peuples pourra empêcher qu'à nouveau des milliers de morts jonchent les rues des villes birmanes comme en 1988.

UNE DEUXIEME LIGNE DE FRONT

Le gouvernement a promis une prime aux travailleurs qu'il appelle de « deuxième ligne », c'est-à-dire ceux qui ont travaillé pendant les confinements. Pas de quoi s'inquiéter pour les patrons, aucune contrainte ne leur sera imposée, et ces primes, même quand elles seront versées, seront exemptées de cotisations sociales.

Les 1000 euros promis l'an dernier aux « premières lignes » avaient fondu comme neige au soleil le temps d'arriver sur les fiches de paye. Certains secteurs, comme les transports, n'ont rien eu. Pas question de se laisser bernier une deuxième fois.

Si Macron jette cette poudre aux yeux, c'est qu'il craint nos revendications de travailleurs de première, deuxième ou troisième ligne : 300 euros d'augmentation par mois pour tous !

ET ILS LEUR DONNENT DU FRIC POUR SUPPRIMER DES EMPLOIS

C'est un des cris de colère des centaines de salariés de l'usine Bosch de Rodez qui attendaient la ministre déléguée à l'Industrie à sa sortie d'une réunion avec la direction le 19 mars. Bosch annonce 750 suppressions d'emplois sur 1250 d'ici 2025.

Les travailleurs ne sont pas dupes des discussions entre le gouvernement et le premier équipementier mondial : fabricant des injecteurs diesels sur ce site, Bosch replie la voile sous prétexte de transition écologique. Mais de transition, pour les salariés, il n'y a que celle vers Pôle emploi !

Ras-le-bol d'être lanternés entre faux projets de reconversion et plans de départs volontaires !

Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63